

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°79 - Semaine N°28

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Le Danemark, la Suède et la Finlande

occupent les trois premières places
des Etats membres de l'UE les mieux placés
en termes d'innovation.

Dans les classements mondiaux, ces trois pays
figurent, avec **la Norvège et l'Islande**, dans
le Top 20 des pays les plus innovants
(Suède : 2^e ; Finlande : 6^e ; Danemark : 9^e ; Norvège : 19^e ; Islande : 20^e),
la France occupant la 11^e position.

Sources : Indice annuel de la Commission européenne sur la capacité d'innovation des Etats membres de l'UE
(8 juillet 2024) et, au plan mondial, WIPO Global Innovation Index 2023

Pays nordiques

Le tourisme estival progresse à destination de la Norvège et de la Suède. Après plusieurs saisons estivales caniculaires en Europe continentale et méditerranéenne, de plus en plus de touristes font le choix de fuir les chaleurs d'Italie, de Grèce ou d'Espagne pour se tourner vers des destinations d'Europe du Nord à l'occasion des vacances d'été. Ainsi, le nombre de nuitées de touristes étrangers a augmenté de +22% en un an en Norvège, et de +11% en Suède. Ce phénomène porte désormais un nom dans la presse spécialisée : la "coolcation", contraction en anglais de "vacances fraîches". La "coolcation" ne se résume pas à une tendance à chercher des endroits plus frais lors du choix des destinations touristiques, d'après Suzanne Andersson, directrice de *Visit Sweden*, l'agence de promotion du tourisme suédois. "Il s'agit aussi d'une envie d'endroits plus calmes, loin des foules, avec un accès facile à la nature. On note ainsi une augmentation des recherches en ce sens sur les destinations nordiques. Les prix sont abordables et on a de la place pour accueillir !"

Danemark

Les Danois ont enregistré une hausse des salaires de +6,5% en moyenne dans le secteur privé au T2 2024 (en glissement annuel).

Il s'agit de la plus importante augmentation en près de 40 ans, permettant un retour de la croissance du pouvoir d'achat après une période de forte inflation. Cette hausse est le résultat de la convention collective signée l'année dernière dans laquelle les employeurs ont pris en charge une partie des contributions à la retraite et ont augmenté le pourcentage du schéma danois dit « du choix libre ». Ce système permet aux employés de choisir s'ils perçoivent directement un pourcentage de leur salaire ou si celui-ci est utilisé pour prendre des jours de congés supplémentaires ou pour cotiser plus pour leur retraite. Cependant, cette hausse spectaculaire bénéficie surtout aux cols bleus et les données du secteur public n'ont par ailleurs pas encore été publiées. La hausse des salaires du secteur privé fait craindre une possible reprise de l'inflation dans les mois à venir.

Le Danemark va instaurer un plafond pour le prix du chauffage urbain.

Faisant suite à l'accord politique de 2022 sur le verdissement de l'électricité et du chauffage, le parlement danois (Folketing) a convenu de nouvelles mesures visant à améliorer les conditions pour les investissements dans le chauffage urbain et à renforcer la protection des consommateurs de cette source de chaleur. En 2023, le prix annuel moyen du chauffage urbain a atteint un nouveau record de 15 971 DKK (2 140 €) pour une maison de 130 m². De plus, les prix varient grandement d'une société de chauffage urbain à l'autre. L'écart entre la zone la moins chère et la zone la plus chère au Danemark était de 574% en janvier 2024. Les responsables politiques ont donc convenu d'introduire un plafond de prix pour le chauffage urbain fondé sur les coûts liés à l'utilisation d'une pompe à chaleur. L'accord prévoit en outre d'autoriser les sociétés de chauffage urbain à amortir les investissements dans de nouvelles canalisations sur une période plus longue afin de mieux refléter la durée de vie de ces installations. Il renforce également la

transparence, les règles de gouvernance et la supervision du secteur du chauffage urbain.

Copenhagen Atomics signe un accord de collaboration expérimentale en vue de lancer le premier essai européen de réacteur nucléaire à sels fondus au thorium (TMSR).

D'une durée initiale de quatre ans, le partenariat conclu avec l'Institut Paul Scherrer (PSI), en Suisse, vise à effectuer des essais d'un réacteur de 1 MW fin 2026 et début 2027. L'objectif est de valider la technologie et de fournir une expérience en matière de conception, de construction, d'autorisation, d'exploitation et de démantèlement de la nouvelle technologie des réacteurs à sels fondus (RSF). Il s'agit d'un jalon crucial pour *Copenhagen Atomics* qui prévoit de lancer une installation commerciale de son réacteur modulaire à sels fondus en 2029. Jusqu'à présent, la plupart des expériences de TMSR se sont déroulées en Chine. La nouvelle collaboration représente donc « *un grand pas en avant pour la technologie en Europe* », selon *Copenhagen Atomics*.

A.P. Møller Holding vend Maersk Supply Service au groupe norvégien DOF pour 7,7 Mds DKK (1,0 Md€).

Selon le communiqué de DOF, cette acquisition donnera naissance à un fournisseur majeur de services offshore intégrés. Les effectifs combinés de *Maersk Supply Service* et du groupe DOF s'élèveront à 5 400 personnes et 78 navires offshore et sous-marins modernes. La fusion n'inclut toutefois pas les solutions d'installation d'éoliennes en mer, qui continueront d'appartenir à *A.P. Møller Holding*. À l'avenir, la nouvelle entreprise *Maersk Offshore Wind* se concentrera sur le marché des projets éoliens offshore, en pleine croissance, le premier navire destiné à ces opérations, le *Maersk WIV*, devant être livré d'ici à 2025.

Carlsberg rachète le fabricant de boissons non-alcoolisées

britannique Britvic. Après s'être vu refuser ses deux premières offres, le brasseur danois est parvenu à un accord avec le comité de direction de *Britvic* et rachète le groupe pour £13,12 par action (la dernière proposition était de £12,5 par action), pour un montant total de 4,1 Mds de livres sterling (4,8 Mds €, incluant le rachat et le solde des dettes de *Britvic*). Le groupe britannique, qui possède également les droits de distribution de *PepsiCo* au Royaume-Uni, a réalisé en 2023 un chiffre d'affaires de 2 Mds €. Carlsberg a déjà négocié avec *PepsiCo* pour récupérer ces droits. La division britannique de Carlsberg sera ainsi fusionnée avec le groupe sous le nom de *Carlsberg Britvic*. Les actionnaires de *Britvic* doivent encore approuver l'accord lors de leur réunion en août ou septembre.

La banque Nordea est inculpée pour blanchiment d'argent.

Elle est accusée d'avoir blanchi 26 Mds DKK (3,5 Mds€) de flux financiers russes entre 2012 et 2015. Selon l'Unité nationale de lutte contre la criminalité spécialisée (NSK) de la police danoise, il s'agit de la plus importante infraction à la loi contre le blanchiment d'argent jamais constatée au Danemark. Le responsable juridique de Nordea, Anders Holkmann Olsen, se dit « déçu » de voir l'affaire portée devant les tribunaux, la banque « *ayant reconnu à plusieurs reprises les lacunes dans ses processus de lutte contre la criminalité financière de l'époque* » et se déclarant prête à recevoir une amende. La date du procès n'a pas encore été rendue publique. L'affaire *Nordea* a pris corps notamment après une plainte de Bill Browder, un ancien important investisseur étranger en Russie, déjà actif dans le dossier *Danske Bank*. Dans ce nouveau scandale visant la plus grande banque des pays nordiques, le dirigeant du fonds Hermitage a affirmé avoir repéré 365 comptes en Suède, au Danemark, en Finlande et en Norvège, où 175 millions de dollars avaient transité dans le but de blanchir de l'argent ou d'échapper à l'impôt entre 2007 et 2013.

Islande

Baisse des revenus de l'industrie métallurgique islandaise et des revenus des exportations islandaises en 2023.

Deux des trois principaux producteurs d'aluminium en Islande, *Rio Tinto* et *Century Aluminium*, annoncent avoir enregistré des pertes respectives de 6.4 M \$ (5.9 M €) et 42 M \$ (38.8 M €) pour leurs activités islandaises en 2023. Cela se traduit par une baisse des revenus d'exportation de l'industrie métallurgique islandaise, lesquels s'élevaient à 466 Mds ISK (3.2 Mds €) pour 2022 et à 370 Mds ISK (2.5 Mds €) pour 2023. Cette baisse des performances économiques du secteur se répercute directement sur le niveau des revenus d'exportations du pays : les exportations industrielles représentaient en effet 38% du total des exportations islandaises en 2023 et les exportations d'aluminium à elles seules, 17% de ce total.

L'Islande devient le premier Etat à émettre des *gender bonds*.

Le Trésor islandais a annoncé l'émission de *gender bonds* pour un montant total de 50M€. Ces obligations sont assorties d'un taux d'intérêt fixe de 3.4% et ont été émises pour une durée de 3 ans. Elles visent à couvrir les frais supportés par le Trésor islandais dans le cadre de ses opérations de financement de mesures en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et font partie intégrante de la stratégie de financement durable de l'Etat islandais. L'Islande est le premier Etat à émettre des *gender bonds*, et espère ainsi conserver sa première place au classement mondial de l'indice sur l'égalité femmes-hommes du Forum économique mondial, première place qu'elle occupe pour la 14^e année consécutive. L'émission de *Gender Bonds* fait suite à l'émission des premiers *green bonds* islandais en mars 2024.

Le nombre de passagers en transit par l'Islande reste stable d'une année sur l'autre, mais la fréquentation touristique du pays diminue.

Le nombre de passagers transportés par l'opérateur *Icelandair* reste stable d'une année sur l'autre, avec 514 000 passagers au mois de juin 2024, en légère baisse de 1% par rapport à la même période

en 2023. La majorité de ces passagers sont en correspondance, avant de poursuivre leur voyage vers l'Europe ou l'Amérique du nord. Cette tendance est observée tant par *Icelandair* que par *Play*, qui rapporte également une baisse des flux de passagers ayant l'Islande comme destination finale. Le nombre de passagers étrangers à destination de l'Islande est estimé en baisse d'environ 15% d'une année sur l'autre.

Faute de clientèle internationale, le secteur islandais de l'hôtellerie propose des offres à prix cassé pour attirer la clientèle islandaise.

En raison d'une baisse sensible du nombre de touristes étrangers en Islande, les chaînes hôtelières islandaises offrent des prix avantageux sur l'hébergement et la restauration à la clientèle locale. En mai, le nombre de nuitées hôtelières dans la région de Reykjavik était en effet en baisse de -15% par rapport à la même période de l'année précédente, une tendance confirmée en juin avec 212 000 arrivées de passagers étrangers contre 233 000 en juin 2022. L'industrie hôtelière propose des offres avantageuses à la clientèle locale afin de compenser le manque à gagner découlant des nombreuses réservations internationales annulées. Cette pratique rappelle les *covid offers* proposées à l'été 2020 dans le but de générer une hausse de la demande locale face à l'absence de clientèle internationale.

Finlande

La Finlande perd 4 places au *World Competitiveness Ranking* de l'*International Institute for Management Development*.

Le pays est désormais en 15^e position, son plus faible niveau depuis 2019, derrière le Danemark (3^e), la Suède (6^e) et la Norvège (10^e). Seule la performance en matière de commerce international s'est améliorée pour la Finlande, tandis que les 18 autres critères se sont détériorés. La baisse de l'indice de compétitivité est principalement due à de mauvaises performances économiques, un domaine où le pays se classe 50^e, avec des investissements faibles et une hausse du chômage. Les défis incluent également un marché intérieur restreint, l'impact de la hausse des taux d'intérêt et les effets de la guerre en Ukraine sur les exportations.

Projet de loi sur l'ouverture à la concurrence des jeux d'argent.

Le ministère de l'intérieur a ouvert le 3 juillet une consultation sur le projet de loi sur les jeux d'argent, qui vise à mettre fin au monopole de *Veikkaus Oy* sur les paris et les jeux en ligne. Fondée sur le programme gouvernemental, la réforme introduirait une concurrence par l'introduction de licences pour les jeux en ligne, tandis que la loterie et les casinos physiques resteraient sous licence exclusive. *Veikkaus* pourrait être divisée en plusieurs sociétés et partiellement privatisée. La mise en œuvre de la réforme est prévue par étapes, à partir de 2026.

La situation du constructeur naval *Meyer Turku* est suivie de près par l'Etat.

Détenu depuis 2013 par la famille allemande Meyer, propriétaire de la société *Meyer Werft* en Allemagne, le chantier naval de Turku pourrait être affecté par les difficultés financières de celle-ci. En effet, *Meyer Werft* est en crise, avec un besoin de financement de 2,7 Md€ d'ici 2027 pour maintenir ses opérations. Bien que détenue par une fondation familiale distincte de sa société sœur, *Meyer Turku* opère sous la même direction. Elle a enregistré un résultat négatif de près de 40 M€ en 2023, qui s'explique par la hausse des coûts de production liée à la guerre en Ukraine. Comptant près de 10 000 salariés et disposant de garanties de l'Etat finlandais, l'entreprise *Meyer Turku* est suivie avec attention par l'agence publique de financement *Finnvera*.

Rachat d'*Alcatel Submarine Networks (ASN)* par l'Etat français à *Nokia*.

L'Etat français s'est entendu avec l'entreprise de télécommunications finlandaise *Nokia* pour prendre le contrôle de 80 % d'*ASN*, pour une somme d'environ 100 M€. *ASN* est la seule entreprise en Europe capable de concevoir, fabriquer et poser des câbles optiques à grande profondeur. La société a généré environ 1 Md€ de chiffre d'affaires en 2023 et emploie 1 000 personnes. Elle possède une usine à Calais, une flotte de navires câbliers et des sites au Royaume-Uni et en Norvège. *Nokia*, propriétaire d'*ASN* depuis l'acquisition d'*Alcatel* en 2016 et qui cherchait depuis plusieurs années un repreneur, conservera 20 % des parts, avec une option de rachat pour l'Etat. La transaction sera finalisée d'ici fin 2024.

Rachat par Total de *Tecoil*, société finlandaise de « re-raffinage ».

Tecoil est spécialisée dans le retraitement des huiles usagées pour produire des huiles de base reraffinées (*Re-Refined Base Oils*, RRBO), lesquelles servent à la fabrication de lubrifiants. Basée à Hamina, dans le sud de la Finlande, la société compte 60 salariés pour un chiffre d'affaires de plus de 50 M€ en 2023. Elle dispose d'un site de production d'une capacité de 50 000 tonnes par an, et d'un réseau de collecte de lubrifiants usagés. L'acquisition de *Tecoil* permet à Total de diversifier son offre de produits respectueux de l'environnement. Le montant de la transaction n'a pas été révélé.

Norvège

Investissement d'Hydrovolt en France. Hydrovolt, société codétenue par le norvégien *Norsk Hydro* et le suédois *Northvolt*, va ouvrir d'ici 2025 une usine de recyclage de batteries à Hordain, dans les Hauts-de-France. Le recyclage des batteries est une priorité pour s'approvisionner en métaux critiques et gagner en autonomie industrielle.

Le FMI recommande le maintien d'une politique monétaire restrictive. Le FMI a remis le 28 juin son évaluation annuelle sur l'économie et la politique économique norvégienne. Le rapport souligne que l'économie norvégienne traverse une période de ralentissement cyclique, avec une croissance du PIB continental ralentie à +0,7% en 2023, en raison des conditions financières strictes qui ont pesé sur la consommation privée et les investissements. Le marché du travail reste résilient malgré une légère augmentation du chômage. L'inflation, bien que déclinante, reste au-dessus de la cible de 2%. Le FMI recommande de maintenir une politique monétaire restrictive pour ramener durablement l'inflation à son objectif. En outre, il est conseillé de resserrer les politiques macroprudentielles pour atténuer les risques systémiques.

Présidence norvégienne de l'AELE. A compter du 1^{er} juillet, la Norvège prend la présidence de l'Association européenne de libre-échange (AELE) pour une durée d'un an. Composée de quatre États, avec l'Islande, la Suisse et le Liechtenstein, l'AELE est une zone de libre-échange, mais n'est pas une union douanière. « *Il s'agit d'une opportunité importante pour la Norvège de contribuer à la poursuite du développement de l'AELE et de garantir de bonnes conditions commerciales aux pays membres* », a déclaré Cecilie Myrseth, ministre du Commerce et de l'Industrie.

Critiques de l'UE contre la Norvège. Le Conseil de l'Union européenne a remis à la Norvège ses conclusions biennuelles sur la relation entre Bruxelles et Oslo. Il reproche à la Norvège sa politique de prospection de minéraux sous-marins et appelle à un développement rapide de l'éolien offshore. La Norvège se voit également critiquée pour « *son manque de coopération* » quant à la gestion des pêches dans l'Atlantique nord et au large du

Svalbard. Par ailleurs, la Commission européenne exprime ses inquiétudes sur la fragilité des contrôles norvégiens sur le saumon.

Premier cycle d'octroi de licences pour les minéraux des fonds marins. Le ministère de l'Energie a présenté le 26 juin la consultation publique du premier cycle d'octroi de licences pour les minéraux sous-marins sur le plateau continental norvégien. La proposition définit les zones dans lesquelles les entreprises pourront demander des licences d'exploitation, afin que l'exploration et la collecte de connaissances sur l'existence d'une base pour l'exploitation durable des minéraux puissent commencer. Cette annonce est conforme à la stratégie adoptée par le Parlement en janvier 2024 et à la décision d'ouvrir officiellement, sur le plateau continental norvégien, une zone destinée aux activités minières le 12 avril dernier. Il s'agit de 386 blocs et de 38% de la surface annoncée par le gouvernement en avril pour cette activité. Selon le ministre de l'Energie Terje Aasland, l'exploration de cette zone pourrait commencer en 2025 et l'exploitation dès 2030.

Vers une production sans émissions de silicium par Elkem. L'Etat norvégien a versé 2,69 M€ (31 MNOK) à l'entreprise *Elkem* pour l'aider à déployer sa nouvelle ligne de production propre de silicium. Cette activité représente actuellement 2% des émissions de CO2 en Norvège et pourrait atteindre l'objectif de zéro émission grâce à de nouvelles technologies. « *Ce projet est véritablement innovant et porteur* », se félicite Andreas Bjelland Eriksen, ministre du Climat et de l'Environnement.

Réorganisation de la filière nucléaire. Le 2 juillet, la ministre de l'Industrie et du Commerce Cecilie Myrseth et le président du conseil d'administration de l'Institut norvégien des technologies énergétiques (IFE) Olav Fjell ont signé un accord sur les conditions du transfert de la responsabilité de démantèlement des installations nucléaires et du personnel associé de l'IFE à l'Autorité norvégienne de démantèlement nucléaire (NND). Le transfert effectif aura lieu après l'octroi par le gouvernement d'une licence d'exploitation des installations nucléaires à la NND.

Le coût de production de l'énergie éolienne offshore revu à la hausse.

Selon l'évaluation commandée par la direction des ressources hydrauliques et de l'énergie (NVE), le coût du kWh produit par des éoliennes offshore s'élève à 0,12 € (1,34 NOK). Ce chiffre est supérieur aux estimations précédentes (0,10 €/kWh) et aux coûts de production de l'énergie hydraulique (0,035 €/kWh). « *Je pense que l'éolien offshore sera rentable* », assure le ministre de l'Énergie Terje Aasland.

Le gouvernement présente son plan économique pour les zones maritimes.

Le 26 juin, la ministre de la Pêche et des Océans, Marianne Sivertsen Næss, a présenté le plan économique du gouvernement pour les zones maritimes norvégiennes. L'objectif de cette stratégie est de faciliter un développement global des industries maritimes émergentes et nouvelles, ainsi que de soutenir l'emploi et la plus grande création de valeur globale possible dans un cadre durable.

Léger recul des exportations de produits de la mer.

Les exportations de produits de la mer ont baissé de 2% au premier semestre, atteignant 7 Mds€ (80,6 MdsNOK). Malgré ce léger recul, il s'agit de la deuxième meilleure performance de la Norvège, après un record historique l'an dernier. Cette tendance est imputée à la baisse des cours du saumon (- 31% sur un an), à la baisse de la demande sur les marchés internationaux et à la réduction de certains quotas de pêche (cabillaud, hareng, maquereau).

Financements publics pour la durabilité des ports norvégiens.

Le gouvernement norvégien va allouer environ 8,2 M€ (94,5 MNOK) à divers projets d'infrastructure portuaire à Oslo, Sandnes et Røst. Ces subventions, gérées par l'administration côtière norvégienne, visent à améliorer l'efficacité logistique et à générer des effets positifs sur le climat et l'environnement. Depuis 2019, 87 M€ (1 Md NOK) ont été alloués pour l'ensemble du programme. Actuellement, un quatrième projet commence à être financé : il vise la numérisation des données portuaires de l'ensemble du pays. Selon le plan national des transports 2025-2036, l'objectif du gouvernement est de porter les financements à hauteur de 10,9 M€/an (125 MNOK) pour la transformation verte du transport maritime.

La propriété de la compagnie ferroviaire Flytoget transférée au ministère des Transports.

Depuis le 1^{er} juillet, la propriété de *Flytoget* est transférée du ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Pêche au ministère des Transports et des Communications. « *Nous réunissons désormais la propriété des deux compagnies de trains de passagers de l'État, Vy et Flytoget, en un seul endroit* », a déclaré le ministre des Transports, Jon-Ivar Nygård.

Nouvelles mesures de lutte contre la criminalité financière.

La ministre de l'Industrie et du Commerce, Cecilie Myrseth, s'est vu remettre le 21 juin les conclusions d'un groupe de travail sur la criminalité financière, qui avait été nommé dans le sillage des nombreuses affaires de délits d'initiés dans la classe politique ces derniers mois. Ces travaux visent à rendre plus transparente l'identité des détenteurs d'actions, afin de renforcer la confiance et d'écartier le risque de délit d'initiés. Ces mesures ciblent aussi le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les mesures proposées feront l'objet d'une consultation publique jusqu'au 6 septembre.

Investissements à Jan Mayen.

L'armée norvégienne va investir 7,24 M€ (830 MNOK) pour rénover ses infrastructures sur l'île Jan Mayen, située en mer de Barents entre Tromsø et le Svalbard. « *Ce projet revêt une grande importance pour la Norvège et ses forces armées* », explique la direction immobilière de l'armée. L'île est habitée par une quinzaine de personnes, principalement des militaires et des météorologues, présents sur place par rotations de six mois.

Suède

Le gouvernement suédois a proposé la Ministre des affaires européennes Jessika Roswall (du parti des Modérés) au poste de commissaire européen.

Lors d'une conférence de presse tenue lundi 8 juin, le Premier ministre, Ulf Kristersson (M), a annoncé que le gouvernement avait suggéré la ministre des Affaires européennes, Jessika Roswall (M), au poste de (nouveau) commissaire suédois à Bruxelles. Ce serait la première fois qu'une personnalité politique du parti modéré se verrait confier cette responsabilité à la Commission européenne. Le Premier ministre Ulf Kristersson a mis en avant le réseau solide dans l'UE de Mme Roswall et sa vaste expérience politique comme raisons de sa nomination: *"Je sais qu'elle jouit d'un large respect tant pour ses qualités personnelles que pour le pays qu'elle représente"*, a-t-il déclaré. Mme Roswall a exprimé sa gratitude pour la confiance qui lui est accordée et a évoqué les défis auxquels l'UE est aujourd'hui confrontée: la guerre russo-ukrainienne, le changement climatique, la compétitivité et la criminalité. Les prochaines étapes consisteront pour le Conseil européen et la nouvelle présidente de la Commission (vote le 18 juillet au Parlement européen) à finaliser la liste des commissaires et de leurs attributions respectives avant des auditions individuelles devant le Parlement européen. Si elle est retenue, Mme. Roswall succédera à Ylva Johansson (S), laquelle occupait ce poste depuis 2019.

Conseil suédois pour la politique climatique : la Suède n'atteindra pas les objectifs de l'UE.

Seuls quatre États-membres ont présenté à temps leurs rapports sur la manière d'atteindre les objectifs climatiques de l'UE. La Suède est l'un d'entre eux. Selon le plan national suédois sur l'énergie et le climat, qui liste les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs, le gouvernement s'attend à ne pas respecter toutes les exigences climatiques clés d'ici 2030: *"L'une de nos recommandations du printemps dernier était que le gouvernement saisisse l'occasion de mettre à jour le plan et fournisse une image plus claire de la manière dont les objectifs seront atteints. Or, il ne l'a pas fait"*, a déclaré Ola Alterå, directeur général du Conseil suédois de la politique climatique (*Sw. Klimatpolitiska*

rådet). De nouvelles analyses ont été réalisées, qui indiquent que la Suède devrait faire davantage pour atteindre les objectifs de l'UE pour 2030. L'Agence suédoise de l'énergie (*Sw. Energimyndigheten*), qui a contribué au plan climatique, et le Conseil suédois de la politique fiscale (*Sw. Finanspolitiska rådet*) figurent parmi les organismes qui ont mené ces analyses. La ministre du Climat et de l'Environnement, Romina Pourmokhtari (L), a réagi aux critiques. *"Je ne suis pas particulièrement préoccupée par certaines des évaluations qui sont faites en ce moment. Elles sont fondées sur les politiques annoncées par le gouvernement jusqu'en 2023, et de nouvelles mesures ont été introduites depuis lors"*, a-t-elle déclaré après avoir reçu le rapport du Conseil de la politique climatique.

Le PIB de la Suède a augmenté en mai.

Le PIB de la Suède a augmenté de +0,1 % en mai par rapport à avril, selon les statistiques préliminaires de *Statistics Sweden*, un chiffre inférieur aux prévisions puisque les analystes avaient en moyenne anticipé une croissance de +0,4%. L'activité économique globale est restée plus faible au cours du premier trimestre, la consommation des ménages ayant diminué de -0,4%. En revanche, la diminution des importations de biens a permis de maintenir les exportations nettes et donc le PIB.

Les prix des carburants sont en hausse.

Les chaînes de distribution de carburant augmentent les prix de l'essence, du diesel et du biodiesel. Ainsi, le prix de référence de l'essence 95 octane dans les stations-service augmente de 0,15 SEK, ce qui le porte à 18,79 SEK le litre, tandis que le prix du diesel augmente de 0,25 couronnes suédoises, pour atteindre 18,74 couronnes suédoises par litre. Le prix de l'éthanol, quant à lui, reste inchangé.

Les bateaux de croisière reviennent en Suède

après le coup d'arrêt imposé par la pandémie, donnant ainsi un coup de pouce économique aux villes où ils s'arrêtent. Stockholm et Visby sont les ports les plus populaires du pays, chacun escomptant environ 120 arrivées de navires cette année. Selon la direction du port de Stockholm (*Sw. Stockholms Hamnar*), le tourisme de croisière international devrait rapporter environ 800 millions de couronnes suédoises à la région de Stockholm entre avril et octobre 2024.

Le gestionnaire aéroportuaire Swedavia tire la sonnette d'alarme concernant les vols intérieurs.

Si la baisse de régime du transport aérien à l'intérieur de la Suède n'est pas nouvelle, le nombre de vols intérieurs réalisés chaque année est aujourd'hui en chute libre. Ainsi, le trafic intérieur a perdu 1 voyageur sur 3 au cours de l'année 2023 par rapport à la période pré-pandémie. En juin 2024, le trafic aérien intérieur a encore diminué de 20 % par rapport à la même période de l'année précédente, avec seulement 600 000 personnes environ qui ont voyagé à l'intérieur du pays à partir de l'un des dix principaux aéroports suédois gérés par Swedavia. Selon la direction marketing du groupe, cette forte baisse est principalement due au fait que de nombreuses entreprises, municipalités et organisations ont modifié leur politique de voyage : les employés qui doivent voyager sont encouragés à ne pas prendre l'avion, mais à choisir un autre mode de transport. En outre, les réunions numériques remplacent de plus en plus les réunions physiques. Un changement dans les pratiques qui se répercute dans l'activité de Swedavia, au point de perturber l'équilibre financier et stratégique du groupe.

Securitas envisage de se défaire de ses activités aéroportuaires

et a demandé à *Bank of America* de la conseiller à ce sujet. Ce secteur représentait 6 % du chiffre d'affaires de l'entreprise en 2023, soit quelque 9 milliards de couronnes suédoises (sur 157 au total), soit environ 800M€.

Augmentation des pertes chez H2

Green Steel, qui a enregistré une perte d'exploitation de 816 millions de couronnes suédoises en 2023, soit quatre fois plus que l'année précédente. L'entreprise préfère toutefois mettre l'accent sur les perspectives de croissance pour les années à venir. Elle a en effet obtenu des contrats avec de grandes entreprises automobiles et prévoit de commencer la production en 2025 pour des livraisons dès 2026. L'entreprise a également relevé des défis antérieurs en signant des accords pour du minerai de fer avec *Rio Tinto* et *Vale*, ainsi qu'un accord de fourniture d'électricité avec *Fortum*. Avec 75 milliards de couronnes suédoises d'investissements provenant de diverses sources, *H2 Green Steel* se concentre sur le recrutement et la poursuite de la construction de son aciérie à Boden (Suède).

L'inflation baisse significativement.

En juin, l'inflation (hors effet taux) a surpris les analystes par son bas niveau : +1,3% en rythme annuel selon SCB vs 2,3% en mai et en avril.

Northvolt va ralentir son plan de développement international

afin de concentrer ses efforts sur sa "giga-usine" du nord de la Suède. La direction de l'entreprise décide ainsi un recentrage sur le cœur de son métier et sur son site du nord de la Suède. Pour mémoire, *Northvolt* a également plusieurs projets à l'étranger, dont un projet d'usine géante dans le nord de l'Allemagne, qui représente plusieurs milliards d'euros d'investissement, et un autre au Canada (Montréal) pour un montant initial de 5 milliards d'euros. Le groupe suédois a aussi un autre projet d'usine à Göteborg (Suède). La direction de l'entreprise n'a pas voulu donner de nouveau calendrier de développement, renvoyant à une révision stratégique en septembre. La production de cellules de batteries de son usine géante au nord de la Suède atteindra sa pleine capacité de première phase en 2026, contre 2023 initialement. L'industrie automobile fait face à une croissance plus lente de la demande de véhicules électriques et simultanément, à une concurrence de plus en plus forte, ce qui se répercute sur les projets d'usines de batteries. Le groupe suédois réfute par ailleurs avoir voulu se développer trop vite, au détriment de la sécurité tandis que la police suédoise enquête sur un éventuel lien entre le décès de trois collaborateurs sur le premier site du fabricant de batteries.

Decathlon ferme tous ses magasins en Suède.

L'entreprise fermera son dernier magasin suédois le 21 juillet, marquant ainsi son retrait de Suède. La chaîne s'était implantée en Suède il y a 13 ans, avec plusieurs magasins dans le pays, notamment à *Kungens Kurva*, *Barkarby*, *Uppsala* et au *Mall of Scandinavia*. Depuis septembre 2023, plusieurs de ses magasins ont fermé les uns après les autres. "*Après 13 ans de partage de notre passion pour le sport avec tous nos clients suédois, nous cesserons nos activités commerciales en Suède à la fin du mois de juillet 2024*", écrit l'entreprise. La principale raison de ces fermetures est, selon la direction de l'entreprise, la "*situation économique mondiale et son impact sur les activités de Decathlon en Suède*." Cependant, Decathlon n'exclut pas un possible retour : "*Nous espérons qu'il ne s'agit pas d'un adieu définitif*", écrit l'entreprise.

Indicateurs économiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,5	-0,8	-0,3	-0,1	0,7
Danemark	6,8	2,7	1,8	1,4	-0,9	0,3	2,7	-1,8
Finlande	2,8	1,3	-1,2	0,1	0,4	-1,2	-0,7	0,2
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,2	-0,5	-0,5	1,5	0,2
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,1	0	0,1	0,2	0,2
Islande	5,1	8,9	4,1	1,1	1,1	-2,5	0,9	-0,9

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

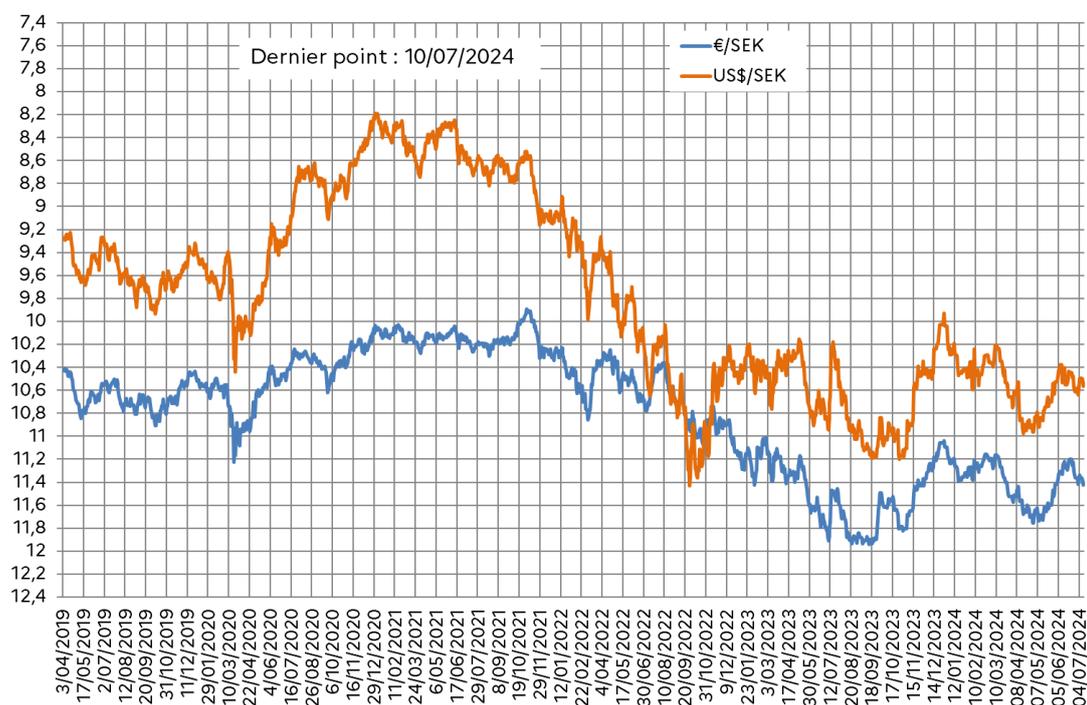
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	11,4	9,8	7,7	5,6	3,1
Danemark	1,9	7,7	3,3	7,3	3,6	2,1	0,5	1
Finlande	2,2	7,1	6,2	7,5	5,1	3,4	1,5	0,9
Norvège	3,5	5,8	5,5	6,6	6,5	4,5	3,7	4,4
Islande	4,4	8,3	8,8	10,0	9,4	7,8	7,9	6,7

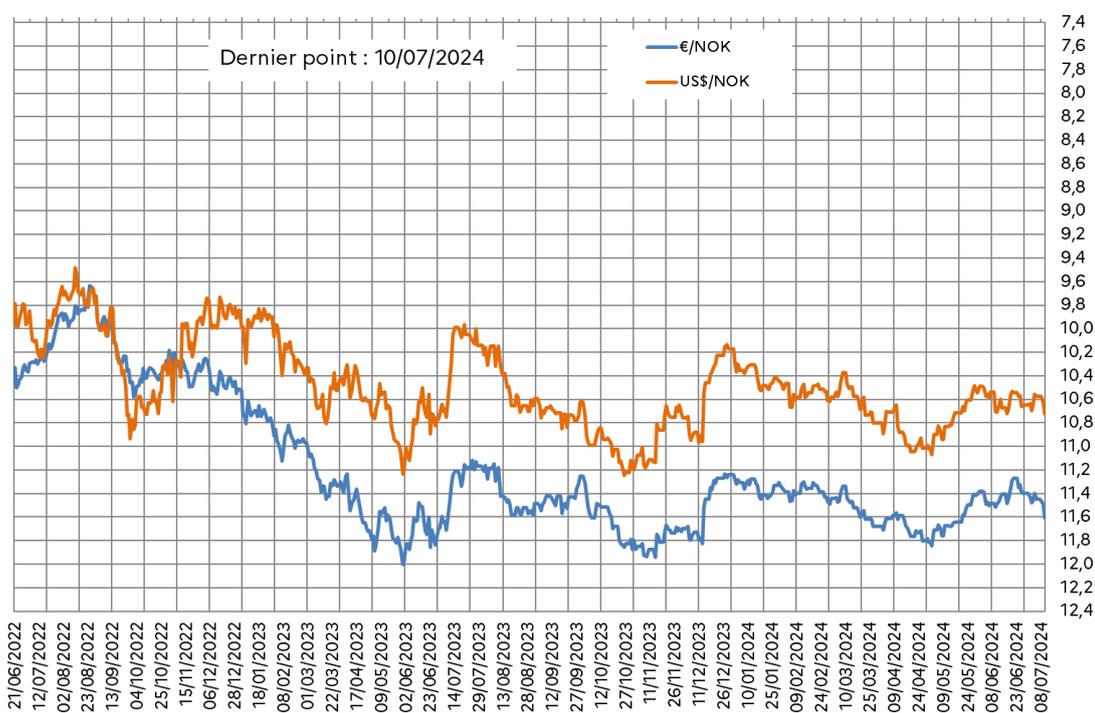
Sources : Regeringskansliet, statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international.

Responsable de la publication : Service économique régional (SER) de Stockholm (O. Cuny - olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud, M. Geeraerts), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, A. Muller), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, V. Lision) et de l'ambassade de France en Islande (P. Le Menes, N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr